

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



28 janvier 2019

Depuis la mi-janvier des actions sont menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL). Le ton s'est durci avec la grève de 48 heures en Gironde et des appels fermes à la grève avec des volontés de reconduction et de blocages de sites... Des AG sont, convoquées conformément à l'appel intersyndical du 15 janvier, pour établir les cahiers revendicatifs et poser clairement la question de la reconduction de la grève. Les plateformes téléphoniques (CPS, CIS et des CDC) et plus d'une dizaine de départements sont d'ores et déjà inscrits dans la grève le 28 janvier, et la colère monte !

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT SE FAIRE ENTENDRE !

Direction Impôts Service

L'intersyndicale CGT, FO et CFDT appelle les agents des Centres Impôts Services à la grève à partir du 28 janvier pour la défense et l'amélioration de leurs conditions de travail, de leur mission de service public et de leur régime indemnitaire.

64 – Pyrénées-Atlantiques

Suites à la grève départementale du 15 janvier (294 grévistes et 80 agents présents au rassemblement) et aux HMI tenues dans le département, les organisations syndicales CGT, Solidaires et FO de la DDFiP 64 appellent tous les agents du département à entamer une grève reconductible à partir du lundi 28 janvier 2019. pour exiger :

- l'arrêt des restructurations et des suppressions d'emplois
- le maintien d'un réseau de service public de proximité avec les moyens humains suffisants (notamment en comblant les vacances d'emplois) ;
- la revalorisation du point d'indice, la prise en compte de la technicité demandée à l'ensemble des collègues de la DGFIP à travers une prime versée à ce jour uniquement pour les collègues des Centres de Contact.

81 – Tarn

Plus d'une centaine de collègues grévistes dans le Tarn ont envahi la salle du Comité Technique Local et ont été confrontés à un directeur départemental très méprisant.

Réunis en Assemblée Générale, ils ont voté la grève lundi 28 janvier avec blocage des SIP de Castres et d'Albi dès 8 heures.

Les agents du département sont invités à se

réunir à nouveau en AG lundi 28/01 et à se prononcer sur la reconduction de la grève et des blocages.

34 – Hérault

L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO du département, en convergence avec les plateformes téléphoniques, appelle le 28 janvier à la grève et à un rassemblement au siège de la DDFiP.

Dans leur tract, ils revendiquent, contre la mort programmée de la DGFIP :

- Arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et abandon de la mise en place d'agences comptables !
- Ouverture d'une véritable négociation sur l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et de nos règles de gestion !
- Refus des détachements et mutations d'office !
- Déblocage et revalorisation du point d'indice !
- Revalorisation immédiate du régime indemnitaire : 200 € par mois pour tous les agents de la DGFIP, et intégrée à l'IMT !

31 – Haute-Garonne

A la Cité administrative de Toulouse, une HMI sous forme d'AG s'est tenue vendredi 25/01 en intersyndicale CGT / Solidaires. Les agents présents ont voté la grève pour le lundi 28 janvier qui se traduira par un blocage du bâtiment D dès 7h00.

A Balma, 19 agents réunis en HMI CGT/Solidaires sous forme d'AG ce matin. Pas de décision de grève mais proposition d'une action : arriver à l'accueil SIP sur la limite de la plage variable à mettre en débat avec les collègues.

A Carmes, les agents du Centre Prélèvement Service ont voté la grève à partir du lundi 28/01. Une AG était ensuite convoquée sur la pause méridienne pour discuter avec les collègues des deux autres services du bâtiment. 42 collègues étaient présent et 31 ont voté la grève avec blocage du bâtiment dès lundi.

33 – Gironde

Suite aux assemblées qui s'étaient tenues la semaine précédente, l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO a appelé les agents à une grève reconductible le lundi 14 janvier pour protester contre les conditions de la mise en place, ce mois-ci, du prélèvement à la source.

Le premier jour, 294 agents se sont mis en grève. Les accueils étaient fermés à la Cité, Libourne, Lesparre, Arcachon, Langon et la Réole. La grève a été reconduite le 15 janvier.

44 – Loire-Atlantique

A Nantes, plus de 200 agents se sont rassemblés le 24 janvier aux portes du Centre des Finances Publiques de Cambronne.

A 09h15, tout le monde est parti en cortège vers la Direction sise quai de Versailles où débutait le CTL destructions d'Emplois 2019.

Les agents ont alors envahi la salle de réunion pour interpellier la Direction et faire part de leur mécontentement et de leurs difficultés. Presque tous les services étaient représentés : SIP, SIE, Direction, Trésorerie...

Les échanges sont restés stériles et la Direction n'a pas rassuré les collègues, bien au contraire... La direction de la DRFIP 44 a réussi l'exploit de ne dévoiler aucune information sur ce qui allait se passer en local. Alors que les collègues saturent et s'inquiètent, il est clair qu'il n'y aura aucune aide à attendre de la Direction qui continuera à appliquer docilement et mécaniquement le plan de destruction de notre administration décidé en haut lieu.



A Saint-Nazaire, le matin, une demie douzaine de collègues ont distribué des tracts au public devant le Centre des Finances Publiques de Gaulle. Et le midi une vingtaine d'agents du site se sont réunis pour mettre au point un tract et une pétition qui sera diffusée largement en direction du public.

Une Assemblée Générale est prévue à Nantes lundi 28 janvier pour faire le point et proposer de nouvelles actions avec calendrier à établir.

76 – Seine-Maritime

A l'appel à la grève de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO du département, 32 % des agents de Seine-Maritime étaient en grève le 24 janvier et 26 postes étaient fermés sur 38.



Une soixantaine d'agents a investi le CTL emplois. À cette occasion, la directrice a été interpellée sur la situation catastrophique dans les services (dégradation des conditions de travail due aux suppressions d'emplois). Sa seule réponse : nous ferons remonter vos remarques et revendications auprès de la Direction Générale.

Devant cette attitude, les collègues ont refusé de quitter la salle empêchant ainsi le CTL de se tenir. S'en est suivi un débat entre les agents pour décider des suites à donner à notre mouvement.

A cette occasion ils ont envisagé plusieurs actions à débattre avec les autres agents du département :

- tractage et ou action de communication auprès des usagers sur les plages variables ;
- grève tournante sur l'ensemble du département avec un soutien financier des collègues non grévistes (caisse de grève) ;
- inviter les collègues à se limiter à leur module horaire.

75 – Paris

Plus de 600 agents ont envahi le Comité Technique Local Emplois le 24 janvier pour interpellier le directeur.



Devant l'absence de réponse du directeur aux inquiétudes des agent-es sur les délocalisations de services, les suppressions d'emploi les conditions de travail, les rémunérations, etc., ils ont demandé à la direction de quitter la salle pour se réunir en assemblée générale afin de décider des modalités d'action !

Une Assemblée Générale a suivi avec la CGT, FO et Solidaires qui a décidé à plus de 400 agents :

- des distributions d'un tract au public à partir du lundi 28 janvier (unanimité moins 3 abstentions) ;
- la tenue d'AG sur les sites la semaine prochaine pour préparer la grève le 5 février avec actions sur les sites le matin (unanimité moins 2 contres et 8 abstentions) ;
- nous réunir en AG sur les sites dès le 6 février (unanimité moins 2 abstentions).

91 – Essonne

Les organisations syndicales départementales CGT, FO, SOLIDAIRES, CFDT, CFTC des Finances Publiques de l'Essonne appellent à la grève et à la manifestation le 5 février.

Ils reprennent à leur compte les revendications légitimes exprimées par les agents dans les cahiers revendicatifs des services :

- Attribution de la prime de 1000 € net et non imposable (prime proposée par Macron aux entreprises), tout de suite à tous les agents de la DGFIP ;
- Augmentation du point d'indice ;
- Arrêt des suppressions d'emplois et retrait des 33 suppressions d'emplois prévues au PLF 2019 pour l'Essonne ;
- Que le Ministère paye la moitié de la Mutuelle comme dans le privé ;
- Suppression du jour de carence ;
- Pas de retraite par point, maintien du code des pensions civiles et militaires ;
- Suppression de la limitation du nombre de

présentations aux concours.

L'intersyndicale propose à tous les collègues de se réunir, d'établir leurs revendications en reprenant et complétant les appels/pétitions des agents des sites réunis à Brunoy, Essonne-Amandes, Juvisy, Arpajon et Corbeil.

Elles seront portées le 5 février en manifestation au Directeur départemental.

94 – Val-de-Marne

A la demande des agents, l'intersyndicale CGT Solidaire et FO de la DDFIP du Val-de-Marne a décidé d'appeler l'ensemble des agents à la grève le lundi 4 février.

Un rassemblement est prévu à 10h à Créteil.

46 – Lot

A l'appel de l'intersyndicale Finances Publiques, plus de 60 agents ont envahi la salle des commissions, empêchant ainsi la tenue du CTL emplois du 14 janvier.

Les agents de chaque service du département ont lu leurs cahiers de doléances.

Les agents se sont ensuite tous retrouvés pour partager la galette avec les Gilets Jaunes. Une vingtaine d'entre eux avaient décidé de bloquer pacifiquement la direction dès 7h du matin. Bien que délogés manu militari en fin de matinée par les CRS, ils ont décidé de rester en soutien à l'action des agents de la DGFIP.



57 – Moselle

A l'appel des organisations syndicales Cgt, Solidaires, FO et CFDT, quatre-vingt collègues ont envahi le Comité Technique Local qui se tenait le 17 janvier.

Suite à cette action, l'intersyndicale invite les agents du département d'établir en masse leurs cahiers revendicatifs (un modèle est fourni). Une tournée de HMI a été programmée du 22/01 au 31/01.

17 – Charente-Maritime



Les agents ne se résignent plus ! Une centaine d'agent a envahi le Comité Technique Local emploi à la Rochelle qui avait à l'ordre du jour 21 suppressions de postes dans des services déjà en rupture d'agents. Les collègues de La Rochelle ont été rejoints symboliquement par une cinquantaine d'agent sur le CDFP de Saintes et une trentaine d'agent sur le CDFP de Rochefort dans les halls d'accueil de ces sites.

À Rochefort, le café a été distribué aux redevables pendant cette 1/2 heure et la grande majorité a dit soutenir cette action tout en critiquant le tout numérique de la DGFIP.

19 – Corrèze

Lundi 14 janvier, 80 agents se sont rassemblés devant la cité administrative de Tulle alors que se tenait un comité technique local. La réunion a été boycottée par l'intersyndicale Solidaires, FO, CGT et CFDT pour manifester le refus des 17 nouvelles suppressions de postes annoncées par leur direction.

43 – Haute-Loire



Lundi 21 janvier, 40 collègues étaient rassemblés devant la direction à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO. Sur les autres sites, les agents étaient appelés à débadger une demi-heure et à n'assurer l'accueil qu'à partir de 9 heures.

Une motion contre les suppressions d'emplois 2019, votée à l'unanimité par les agents a été lue

lors de l'envahissement de la salle du CTL.

A l'issue de l'entrevue avec la direction en marge du CTL, le site de la direction a été occupé pacifiquement jusqu'à minuit.

03 – Allier

Par dizaines des agents des Finances publiques de l'Allier se sont rassemblés, mercredi 23 janvier à Montluçon, Vichy et dans le hall du centre d'Yzeure. Ils ont protesté contre les suppressions de postes, le recul de l'accueil physique au moment de la mise en place du prélèvement à la source et les fermetures de centres.

Des tracts ont été distribués au public et l'action a été couverte par *La Montagne*.

29 – Finistère

A l'appel de la CGT, Solidaires, FO et de la CFDT, une trentaine de collègues se sont rassemblés mardi 15 février devant les locaux de la direction.

À cette occasion les responsables syndicaux ont été interviewés par Le Télégramme et ont annoncé que ce mouvement était le premier d'une longue série de contestations.

59 – Nord

Près de 250 collègues se sont réunis en HMI vendredi 25/01 sur tout le département à l'appel de l'intersyndicale de la DRFIP Nord.



A Lille Kennedy, une centaine de collègues ont interpellé le Directeur lui rappelant la réalité des services (et notamment les difficultés liées à la mise en place du PAS), le manque criant d'emplois, l'abandon de nombreuses missions et les conditions de travail toujours plus dégradées.

Sur tous les sites, les collègues sont prêts à s'engager dans les actions intersyndicales qui seront menées à compter de ce lundi 28 janvier.